



Le Québec militaire

Par [Prof. Jules Dufour](#)

Mondialisation.ca, 07 avril 2008

7 avril 2008

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Militarisation](#)

Le Québec appartient au complexe militaro-industriel de l'Amérique du Nord.. Il lui est irrémédiablement greffé par son espace et son économie et il est même devenu, au cours des ans, fort dépendant de la logique de guerre que préconisent les Alliances militaires occidentales. Dans le processus de réorientation de la politique de la défense nationale il réclame sa part des dividendes qui lui reviennent et veille à ce qu'elles lui soient octroyées au nom des règles fondamentales du fonctionnement de ce complexe et, notamment, la fidélité d'allégeance aux orientations stratégiques de la défense du territoire et la capacité de répondre aux exigences technologiques des guerres d'invasion et d'occupation ou aux aléas de la guerre contre le «terrorisme».

Le Québec militaire est l'un des éléments fonctionnels de ce complexe en raison des traités que le Canada a signés avec l'OTAN et le NORAD; Il agit sur quatre terrains principaux : La défense de l'espace et du territoire de l'Est de l'Amérique du Nord en constituant l'un des commandements de la défense du Canada; les opérations conduites par l'armée canadienne sur son territoire à partir des bases militaires de Valcartier et de Bagotville y compris les manœuvres et les exercices de bombardement aériens à basse altitude au-dessus du Nitassinan; la guerre dans laquelle s'est engagé le Canada en Asie centrale et le réarmement du pays par la fourniture d'armements et d'équipements fabriqués par ses industries de guerre.

Le Canada, en participant à la guerre d'invasion de l'Afghanistan, a entraîné le Québec dans son sillage et des contingents de soldats de la base de Valcartier sont déployés dans la région de Kandahar depuis juillet 2007. Le Québec est donc engagé dans cette guerre par défaut et il devra en assumer les nombreuses séquelles. Déjà le bilan est très lourd selon les derniers rapports (Dion-Viens, D., 2008).

Cet article dresse le portrait du Québec militaire tel qu'il se présente en 2008, ses liens avec les alliances militaires occidentales, les installations et les effectifs que l'armée canadienne a mis en place sur son territoire et sa participation au processus actuel de réarmement du Canada. Dans un autre article, nous traiterons des enjeux entourant sa participation aux projets belliqueux du Canada et des États-Unis et les avenues qu'il pourrait emprunter pour se soustraire à ces guêpiers que constituent le «Système de Défense de l'Amérique du Nord» et la «guerre mondiale contre le terrorisme».



Le Premier ministre du Québec, Jean Charest, en présence du caporal Renay Groves.
source: <http://www.premier-ministre.gouv.qc.ca>

I. Le Québec et les alliances militaires

Par son appartenance politique au Dominion du Canada le Québec est par le fait même une entité du système de la Défense nationale du Canada et il participe ainsi de jure et de facto aux opérations conduites à l'intérieur de ce système. Il est par conséquent inséré à l'intérieur même de l'OTAN et du NORAD ([carte 1](#) et [carte 2](#)).

Le Québec et l'OTAN

Le Québec a été un terrain privilégié par les alliés au cours de la Deuxième Guerre mondiale pour leur ravitaillement, pour fabriquer des armements et des munitions ou pour faire escale avant de traverser l'océan Atlantique ou en revenir. Plusieurs pistes d'atterrissage ou bases, aujourd'hui désaffectées, ont servi à ces fins comme celles de Fort Chimo (Kuujjuaq) et de Great Whale River (Kuujjuarapik) au Nunavik. Celle de Fort Chimo «faisait partie de ce que l'on a appelé la «Crimson Route» de la United States Air Force. (USAF) Il s'agissait d'établir un itinéraire marqué par de nombreuses étapes entre la Californie et l'Europe du Nord via Pas, Churchill, Coral Harbour, Chimo, Frobisher, le Groenland et l'Islande. [L'USAF commença les travaux de la piste de Fort Chimo en septembre 1942 et le 5 avril 1945 une piste d'atterrissage de 3 000 pieds sur 150 fut terminée](#)» (photo ci-dessous).

Photo 1. Kuujjuaq en 1952



Source : http://jproc.ca/rrp/chimo_airport_b.jpg

À Kuujjuarapik, les Étatsuniens, ont installé une base militaire et un aéroport. Là se trouvait le poste de commandement de la Ligne Mid-Canada, ligne de stations de radars militaires construite en 1955 le long du 55e parallèle de l'océan Atlantique à la baie d'Hudson (http://www.inuulitsivik.ca/b_kuujjuarapik.htm).

Le territoire du Québec est situé au centre de la surface terrestre placée sous la férule de l'OTAN. Avec le Groenland il est comme un pont entre l'Amérique du Nord et l'Europe. Il occupe donc une position stratégique dans cet ensemble (Pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN): voir [carte 1](#)).

Par son appartenance politique au Canada le Québec est dans l'obligation de respecter le Traité de l'Organisation de l'Atlantique Nord, de s'y conformer et de l'appliquer sur son territoire et à l'étranger. Dans les faits, le Québec n'a pas, dans ce contexte, le dernier mot en ce qui concerne le déploiement des forces armées du Canada sur son territoire. Seul un Québec souverain serait dans la mesure de prendre les décisions concernant la façon d'assurer sa sécurité intérieure et celle de ses frontières.

Le Québec et le NORAD

«Le NORAD est un commandement binational (Canada et États-Unis) chargé de mener des missions d'avertissement et de contrôle de l'espace aérien nord-américain. L'avertissement aérospatial inclut les activités visant, entre autres, à surveiller l'espace aérien pour détecter

les objets volants artificiels et à détecter et confirmer toute attaque contre l'Amérique du Nord perpétrée par des aéronefs, des missiles ou des engins spatiaux ainsi que l'utilisation de l'appui réciproque entre commandements. Le contrôle aérospatial comprend la souveraineté aérienne ainsi que la défense aérienne de l'Amérique du Nord» (http://www.forces.gc.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=2093).

Le Québec fait partie du secteur de l'Est de ce système de défense et il est assigné à la surveillance aérienne des côtes de l'océan Atlantique à partir de la base de Bagotville et aussi à partir de celle de Goose Bay située au Labrador (Le Québec le NORAD: voir [carte 2](#)).

II. Les installations et équipements militaires

Le Commandement du Canada compte six quartiers généraux et celui de l'Est couvre le territoire québécois (Les installations militaires des Forces canadiennes: [carte 3](#)).

Les infrastructures militaires mises en place au Québec correspondent aux bases aériennes de Bagotville (photos [3](#) [Vue aérienne de la Base militaire de Bagotville \(au centre de la photo\)](#) et [photo 4](#): la base de Bagotville) et de Valcartier ([Vue aérienne de la base de Valcartier située au nord-ouest de l'agglomération urbaine de Québec](#)) à la base des forces canadiennes Garnison Saint-Jean, à quelques champs de tir comme celui de Nicolet, à des unités de combat, à des unités de génie, à des réserves marines, à des Bataillons comme celui du Royal 22ième Régiment situé à Québec, à des Groupes de patrouilles des Rangers, à des Régiments du génie de combat comme celui de Rouyn.

La base de Valcartier

Le noyau de la présence militaire au Québec est la base de Valcartier situées au nord-ouest de l'agglomération urbaine de Québec (voir photo 2: [Vue aérienne de la base de Valcartier située au nord-ouest de l'agglomération urbaine de Québec](#)) où on retrouve quelque 5500 militaires et 1100 civils. Cette installation regroupe plusieurs unités militaires de l'armée de terre, dont le [5e Groupe-brigade mécanisé du Canada](#) . Ces militaires peuvent intervenir lors de crises civiles, de catastrophes naturelles ou de missions de paix. La base de Valcartier accueille aussi un escadron d'hélicoptères Griffon, le Centre de recherche et de développement Valcartier, spécialisé dans la recherche militaire, et le [Centre d'instruction du secteur du Québec](#).

La base de Bagotville

La base de Bagotville est la deuxième installation aérienne la plus importante au Canada. Elle se situe dans les bases terres du Saguenay (voir photo 3 [Vue aérienne de la Base militaire de Bagotville \(au centre de la photo\)](#) et voir [photo 4](#): la base de Bagotville). Elle regroupe environ 1000 militaires et 350 civils. Il s'agit, avec Cold Lake en Alberta, de la seule base canadienne accueillant en permanence des chasseurs CF18. Deux escadrons d'appui tactique, dotés chacun d'environ 18 chasseurs, sont opérationnels et assurent des missions de surveillance et de défense de l'espace aérien canadien dans le cadre du NORAD. Ces avions ont aussi participé aux campagnes aériennes menées par l'ONU et l'OTAN dans les Balkans. Enfin, un escadron d'hélicoptères Griffon est stationné à Bagotville

et participe aux opérations ponctuelles de recherche et de sauvetage en territoire québécois.

Les équipements de l'armée canadienne

Les Forces terrestres

Ces équipements, selon les données de 2005-2006, étaient les suivants : 114 chars Leopard C2, 203 véhicules de reconnaissance Coyote, 100 véhicules blindés légers Cougar, 27 véhicules blindés polyvalents Husky, 274 transports de troupes blindés Grizzly, 151 véhicules blindés légers VLB III, 76 obusiers automoteurs M109A4+, 1200 véhicules de transport de troupes blindés M-113, remis à neuf, 34 plates-formes d'arme antiaérienne et antichar et 99 hélicoptères Griffon.

Les Forces aériennes

Les Forces aériennes disposent de 98 chasseurs CF-18 Hornet, de 18 avions Aurora et de trois Arcturus pour la patrouille maritime, de 25 Tutor (avion des Snowbirds), de quatre Dash 8, de 12 Hawk et de 24 Harvard II pour l'entraînement, de six Buffalo, de 32 Hercules, de quatre Twin Otter, de six Challenger, de cinq Polaris pour le transport et de 28 hélicoptères Sea King qui seront remplacés par des appareils Cyclone à partir de 2008, de 99 Griffon et de 15 Cormoran.

Les Forces navales

[Les Forces navales sont dotées de 12 frégates de patrouille, de quatre destroyers, de trois pétroliers ravitailleurs d'escadre, de quatre sous-marins à propulsion conventionnelle et de 12 navires de défense côtière.](#)

III. Les effectifs des Forces armées canadiennes au Québec

En 2006, selon les données d'un dossier monté par Radio-Canada, les Forces armées canadiennes regroupent un personnel de 128 785 membres dont 61 944 pour la Force régulière, 23 241 pour la Force de réserve, 20 000 employés civils, environ 3600 Rangers et 20 000 fonctionnaires à l'emploi du MDN. Le budget militaire du Canada était de 14,7 milliards de dollars en 2005-2006, budget se situant alors au 14^{ième} rang mondial.

Les Forces terrestres comptaient un total de 40 131 membres dont 20 634 pour les Forces régulières, 14 997 pour la Réserve et 4 500 civils. En date du 28 mars 2007, ces effectifs s'élevaient à 19 500 réguliers et à 15 500 réservistes, ([armyforces](#)).

On retrouve au Québec 54 unités de l'armée ([armee.gc](#)). Ces forces sont déployées dans 18 localités: Alouette, Bagotville, Chicoutimi, Courcellette, Drummondville, Hull, Laval, Lévis, Montréal, Québec, Richelieu, Rimouski, Rouyn-noranda, Shawinigan, Sherbrooke, St-Hyacinthe, Trois-Rivières, Valcartier et Westmount ([armyforces](#)).

En août 2001, les Forces armées canadiennes disposaient au Québec de 10 000 militaires de la force régulière et de 8000 membres de la réserve. De plus, 3600 employés civils travaillaient pour ce ministère. Enfin, la défense entretenait aussi quelque 15 000 cadets et Rangers juniors, des jeunes de 12 à 18 ans (Beaudet, N., 2008). La majorité des militaires de

la force régulière au Québec appartenait à l'armée de terre et à l'aviation. La marine est peu représentée, compte tenu que les grandes bases maritimes canadiennes sont en Nouvelle-Écosse et en Colombie-Britannique. La troisième installation d'importance est la base de Longue-Pointe, située dans l'est de Montréal où on retrouve quelque 1000 militaires et civils. Elle regroupe le commandement, l'administration et le soutien du secteur Québec des Forces terrestres ainsi que des unités d'entretien et un dépôt d'approvisionnement.

Enfin, on retrouve dans plusieurs localités, des unités militaires appartenant aux forces terrestres, aériennes et navales. Ainsi, Québec accueille le quartier général de la réserve navale alors que Saint-Hubert compte un escadron tactique d'hélicoptères Griffon. Les installations de Saint-Jean forment un centre voué à l'instruction des membres des Forces armées canadiennes. On y retrouve une école de leadership, une école de langues et le quartier général de la région de l'Est des cadets ainsi que l'école où est dispensé le cours préparatoire menant au Collège militaire royal du Canada. [Quelque 2500 militaires et civils travaillent dans ces différentes unités.](#)

Le Québec compte environ 7 000 soldats réservistes sur un total de 32 000 que compte le Canada ([cyberpresse](#)).

IV. La participation du Québec au budget de la Défense du Canada

Au 1er juillet 2005, le Québec était peuplé de 7 598 146 personnes, soit 23,5 % de la population totale du Canada» ([Québec politique](#)). Or, le budget de la Défense nationale du Canada a atteint en 2007 les 18 milliards de dollars. Ce qui signifie que les Québécois ont versé approximativement la somme de 4.3 G\$ pour la guerre ou ses préparatifs.

V. La participation du Québec au réarmement du Canada

Une part non négligeable des dizaines de milliards de dollars alloués au réarmement du Canada en 2006 et en 2007 a été attribuée aux entreprises d'armements et de matériel de guerre situées au Québec. C'est ce qu'on appelle «les retombées régionales des dépenses militaires», des sommes considérables gaspillées pour la préparation à la guerre. C'est ce qui vient d'être annoncé par la Défense nationale en ce qui touche les contrats d'achat de quatre appareils C-17 et de 17 Hercules C-130 auprès des compagnies Boeing et Lockheed Martin. Le Québec aura sa part du butin, soit la somme de 660 millions de dollars investie par ces deux compagnies et, notamment, un contrat de 340 millions de dollars à l'entreprise de Laval, RTI Claro pour la fabrication de pièces d'aéronefs en alliage de titane, en aluminium et en acier inoxydable. «Le Québec se sauve finalement avec environ 58% de la cagnotte des contrats de Boeing. Le chiffre réjouit le ministre du Développement économique du Québec, Raymond Bachand» ([cyberpresse](#)).

Cette nouvelle ne manque pas de réjouir aussi la FTQ qui dit, de son côté, dans un communiqué, «Bravo, mais reste beaucoup à faire». Elle ajoute que «les engagements de Boeing s'élevaient à 795 millions de dollars pour le Canada donc les 420 millions \$ de contrats octroyés au Québec correspondent à 53 % du montant total. Ce pourcentage s'apparente à la part du marché du Québec dans l'industrie aérospatiale canadienne, soit près de 55 %».

«Il reste à venir les gros contrats d'entretien, encore en négociation, tant chez Lockheed que chez Boeing, qui seront annoncés plus tard et qui pourraient aussi représenter des

retombées économiques intéressantes pour le Québec» conclut-elle. Pour la FTQ, les investissements annoncés sont un pas dans la bonne direction, mais que [le Québec doit s'attendre à obtenir d'autres contrats](#).

Ces réactions s'inscrivent dans un contexte où plus de 40 000 pertes d'emplois dans les secteurs de la forêt et manufacturier ont été observées au Québec au cours des dernières années. Nous sommes par conséquent devant le processus d'une certaine reconversion de l'économie vers des activités industrielles liées aux secteurs de l'aérospatiale et de la défense ([mondialisation.ca](#)). Le Québec serait-il ainsi voué à jouer un rôle plus important dans ce secteur industriel dans l'avenir?

Les industries de guerre

Industrie Canada présente sur son site Internet un répertoire des entreprises canadiennes travaillant dans le secteur de l'aérospatiale. Cette liste est produite à partir du Répertoire des entreprises canadiennes de l'aérospatiale et de la défense.

Le répertoire permet de constater qu'un total de 75 entreprises inscrites sur une base volontaire se situent au Québec. Parmi les plus connues on retrouve Bombardier aéronautique, Codalex Ltée, Davie Québec, General Dynamics-OTS Canada, Honeywell Aérospatiale inc. et Pratt & Whitney Canada Cie.

Selon [les Affaires.com](#), l'industrie de la défense, au Québec, compte sur «une vingtaine de grandes entreprises, comme Bombardier, SNC-Lavalin; beaucoup sont des filiales d'entreprises américaines ou européennes comme General Électric, Oerlikon Contraves, CAE, Rolls-Royce, Thales, Honeywell, Pratt & Whitney et Bell Helicopter. Plusieurs centaines de PME agissent comme sous-traitantes ou pour des produits très spécialisés (Journal Les Affaires.com, mars 2007)».

Les équipements vendus et les services offerts par ces industries vont de l'usinage de moteurs d'avions chez Pratt & Whitney jusqu'aux plans des firmes de génie conseils en passant par les véhicules blindés, les chars de combat, les véhicules de transport et les munitions

La compagnie Bombardier Aéronautique, par exemple, «offre des programmes de formation à l'aviation militaire, en collaboration avec le gouvernement canadien, intègre la formation des pilotes militaires et le soutien de l'industrie, garantissant des normes élevées de qualité, des coûts prévisibles à long terme et un environnement de formation exceptionnel». Elle offre, en outre, «de l'entraînement élémentaire sur chasseur d'appui à réaction à bord d'appareils haute performance tels des avions à turbopropulseurs, à réaction et multimoteur ainsi que des hélicoptères ainsi que l'entraînement sur des simulateurs hautement sophistiqués» Il est mentionné que l'entraînement en vol de l'OTAN s'effectue au Canada et qu'un système d'entraînement au combat est aussi offert. «Octroyé en 2004 par le Gouvernement du Canada, Bombardier, Formation à l'aviation militaire offre aux pilotes canadiens de CF-18 une formation sur simulateur d'envergure internationale, de façon rentable. Le contrat comprend le design et la construction de deux nouvelles installations modernes, une à la 3e Escadre de Bagotville (Québec) et l'autre à la 4e Escadre de Cold Lake (Alberta) ainsi que la formation et des services de soutien pour une durée de quinze ans».

«Les simulateurs en réseau constituent une nouvelle technologie qui permettent aux

participants d'interagir les uns aux autres, l'objectif n'étant plus de battre l'ordinateur mais de se mesurer à un adversaire réel». ([Bombardier](#)).

Selon le Journal Les Affaires, «le Québec est à l'avant-garde de l'industrie de la défense grâce à son Technopôle Défense et Sécurité (TDS), le seul au pays». Selon son président, Pierre Bélanger, «il faut attirer ici les grands de cette industrie. Il serait triste de rater cette occasion d'affaires sans pareille» ([Les Affaires.com](#), mars 2007).

Le Québec représente environ le quart des dépenses du ministère de la Défense, soit la somme totale de 2,6 G\$ pour les investissements en équipement opérationnels et de 1,6 G\$ pour les contrats d'entretien. Les entreprises du Québec reçoivent près de 5 000 contrats par année dans ces domaines de la défense et de la sécurité ([Les Affaires.com](#), mars 2007).

«Selon des données non exhaustives de la Corporation commerciale canadienne, une société d'État aidant les entreprises à l'exportation (CCC), 33 % des exportations canadiennes proviennent du Québec (environ 200 millions par année), mais ce chiffre est sous-estimé, car plusieurs entreprises ne font pas appel aux services de la CCC, notamment quand il s'agit d'exporter aux États-Unis» ([Les Affaires.com](#), mars 2007).

La promotion de la guerre et de ses protagonistes

Une véritable campagne de propagande et de recrutement en faveur des Forces armées en terre québécoise a été lancée au cours de 2007 et celle-ci s'est intensifiée avec la participation du premier contingent de soldats de Valcartier à la guerre d'invasion de l'Afghanistan. Rien n'a été négligé. Participation active des soldats à des événements à caractère sportif ou culturel un peu partout au Québec et, notamment, «une forte présence au match des Alouettes de Montréal le 21 juin afin d'«informer», «rassembler» et aller chercher le 'soutien' de la population avant le grand départ pour l'Afghanistan ([Le Devoir](#)).

Conclusion

Depuis les événements du 11 septembre 2001 l'environnement politique s'est considérablement transformé en Amérique du Nord. Le processus de militarisation de l'économie et de la société s'est intensifié et ceci dans la foulée de l'application par Washington des lois anti-terroristes et de mesures de sécurité et de surveillance des citoyens, de leurs mouvements et ainsi de l'ensemble de la société. Les systèmes de «sécurité» mis en place dans cet ensemble ont été conçus pour faciliter à long terme l'accès aux réservoirs des ressources stratégiques nécessaires au fonctionnement du complexe militaro-industriel du sous-continent.

Le Québec a été entraîné dans ce processus et, en quelques années, son image et ses valeurs ont été bouleversées de sorte qu'il est de plus en plus difficile de mobiliser l'ensemble de la société vers la promotion du bien commun ou vers l'édification d'un projet collectif de société, car le système productif dominant exerce une influence considérable sur la pensée et l'agir des individus en privilégiant le principe de la performance individuelle au détriment des intérêts communs de la collectivité. Le virage politique vers la droite que l'on observe dans les différentes sphères de l'activité humaine en est le net reflet.

Le Québec militaire c'est pour ainsi dire maintenant l'extension de l'espace étatsunien ainsi structuré et organisé. Une économie de guerre a pris place peu à peu et a exercé une influence sur l'ensemble du processus politique. Les gouvernements ont préparé le terrain

pour favoriser ce processus en procédant à une réingénierie de l'appareil d'État ainsi qu'à une re-définition des politiques et des priorités de développement. L'approche des projets réalisés sous la forme de partenariats public-privé (PPP) a pavé la voie à la privatisation accrue d'un grand nombre de services publics normalement assurés par l'État. C'est cette métamorphose que l'on observe depuis le milieu des années 1990. Les résultats seront un délestage du politique au profit de l'économie de guerre qui ne peut que favoriser les industries de l'aérospatiale et de la défense et l'enrichissement des entreprises qui gravitent autour d'elles. La mise en place d'un Technopôle Défense et Sécurité dans la région de Québec qui vient s'ajouter au complexe militaro-industriel du Montréal métropolitain en témoigne ([quebecurbain](#)).

Le Québec militaire est de plus en plus à la recherche d'une rente de situation favorable pour profiter des retombées des dépenses liées à la production des armements des États-Unis qui ont atteint, selon un rapport critique de la Cour des comptes américaine (GAO) rendu public tout récemment, la somme record de 1 600 G \$ en 2007 (Agence France Presse, le 2 avril 2008). On apprend également dans ce rapport que le Pentagone envisage d'investir 900 G \$ au cours des cinq prochaines années pour développer de nouveaux programmes y compris la somme de 350 G \$ pour acquérir de nouveaux équipements. C'est à l'intérieur de cette spirale de la préparation à la destruction et à la mort dans laquelle sont conviés le Canada et le Québec.

Le Québec militaire version 2008, c'est ainsi un Québec de plus en plus dépendant de l'ensemble nord-américain tel que défini par les États-Unis, un espace placé au service presque exclusif de cette entité et répondant d'abord et avant tout aux principes qu'elle a établis. Le projet de construire un Québec pleinement souverain, solidaire et sans armée, dans ce contexte, est reporté aux calendres grecques, car son appareil de décision est de plus en plus subordonné à ceux d'Ottawa, de Washington, de Toronto et de Wall Street.

Lire également: [Canada: Course effrénée aux dépenses militaires](#), 17 janvier 2008.

Références

AGENCE FRANCE PRESSE. 2008. Des dépenses record pour l'armement aux États-Unis. Le Journal Le Soleil, le 2 avril 2008, p. 22.

ANONYME.. 1984. Les usines d'armement au Québec ou des emplois pour la paix? Publié pour le Journal du désarmement de l'ONU, le 20 octobre 1984. 24 pages.

ARTIS, O. 2008. Base militaire de Valcartier. Les derniers militaires rentrent enfin. Canoe INFOS. Réseau canoe. Le 16 mars 2008. 1 page.

BEAUDET, N. 2008. Les enfants-soldats de l'armée canadienne. Journal Le Devoir, le 13 mars 2008, p. A7.

BOUCHARD, R. 2005. La base militaire de Bagotville, pour un avenir prometteur : propositions de développement. 2005. 36 pages. Adresse Internet : http://sdeir1.uqac.ca/conclusion_13827408.html

BUREAU DE COORDINATION DES ÉTUDES. 2001. Fiche d'identification de la mise à jour

COMMISSION : Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté. ÉTUDE ORIGINALE Référence : Volume 2, pages 411 à 417 Auteur : Jocelyn Coulon Titre : La défense dans un Québec indépendant MISE À JOUR Auteur : Jocelyn Coulon Titre : La défense dans un Québec indépendant 2001-12-19

CANADA. 2005. Défense. Énoncé de politique internationale du Canada. Fierté et influence : notre rôle dans le monde. Ottawa, 2005. 36 pages.

CAZES, J. 2007. Val-Bélair, future Silicon Valley de la Défense? Québécois. Adresse Internet : <http://www.quebecurbain.qc.ca/2007/04/19/val-belair-future-silicon-valley-de-la-defense/>

CASTONGUAY, A. 2007. Contrats militaires : le Québec pourrait perdre gros. Ottawa refuse de garantir une juste part de nouvelles retombées de 7,3 milliards. Journal Le Devoir, le 28 février 2007

Adresse Internet : <http://www.vigile.net/Contrats-militaires-le-Quebec>

CASTONGUAY, A. 2007. Grande offensive au Québec. Journal Le Devoir, le 15 juin 2007. Adresse Internet : <http://www.ledevoir.com/2207/06/15/127421.html>

CASTONGUAY, A. 2008. Mission afghane : voter sans connaître les coûts. Ottawa est près d'une entente pour l'obtention de six hélicoptères Chinook américains. Journal Le Devoir, le 12 mars 2008, p. A1 et A8.

COLLECTIF ÉCHEC À LA GUERRE. 2007. Le Canada dans la guerre d'occupation en Afghanistan. Brochure d'information. Montréal, février 2007. 44 pages.

DION-VIENS, D. 2008. Les éclopés de l'Afghanistan. Un lourd bilan pour Valcartier. Journal Le Soleil, le 11 février 2008, p. 2-3.

DUFOUR, J. 1988. La militarisation du Québec. Option Paix, Été 1988, pp. 17-19.

DUFOUR, J, 1990. L'impact d'une base militaire. Les cas de Bagotville et de Goose Bay. Cahiers de géographie du Québec, numéro spécial, vol. 34, n° 93, 1990, pp. 333-347.

DUFOUR, J. 2006. Vers une militarisation croissante du Canada. Montréal, Centre de recherche sur la mondialisation. Le 2 octobre 2006.

Adresse Internet : <http://mondialisation.ca/index.php?context=viewArticle&code=DUF20061002&articleId=3368>

DUFOUR, Jules. 2007. Participer à la guerre d'occupation en Afghanistan est une bonne affaire pour les industries de l'aérospatiale et de la défense. Montréal, Centre de recherche sur la mondialisation. Le 10 avril 2007.

Adresse Internet : <http://>

www.mondialisation.ca/index.php?context=viewArticle&code=DUF20070410&articleId=5340

DUFOUR, Jules. 2007. Le réseau mondial des bases militaires américaines. Les fondements

de la terreur des peuples ou les maillons d 'un filet qui emprisonne l'humanité. . Centre de recherche sur la mondialisation. Le 10 avril 2007.

Adresse Internet :
<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=viewArticle&code=DUF20070409&articleId=5314>

FORTIN, K. 2008. Le parlement autorise la prolongation de la mission en Afghanistan. Ottawa, La Presse Canadienne. Cyberpresse.ca. Le 13 mars 2008. 2 pages.

GIGUÈRE, J. 2007. Afghanistan. Sortez les militaires et rentrez les humanitaires! Journal Le Devoir, le 20 juillet 2007, p. A9.

INTERNATIONAL PEACE BUREAU. 2007. Whose Priorities? A guide for campaigners on military and social spending. Genève, Imprimerie Minute. 73 pages.

LAROCQUE, S. 2008. Québec prêt à hausser son aide à Bombardier pour les Cseries. Le Journal de Québec, le 4 mars 2008, p. 32.

LAROCQUE, S. 2008. Série C : Airbus ne concurrencera pas Bombardier avec du nouveau. Journal Le Devoir, le 12 mars 2008, p. B5.

LES AFFAIRES. 2007. La province est à l'avant-garde en matière de défense. Le 31 mars 2007. [Adresse Internet](#).

RADIO-CANADA. 2006. Défense canadienne. Quelle armée? Pour quelle mission? 2005-2006. Adresse Internet : http://www.radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/armee_can/index.html

TREMBLAY, S. 2003. Non au rase-mottes, répètent les Innus. Journal Le Soleil, le 15 octobre 2003, p. A8.

Sites Internet

Base de Bagotville :

<http://eol.jsc.nasa.gov/scripts/sseop/photo.pl?mission=STS100&roll=E&frame=5727>

Bombardier. Service de la Défense. Formation à l'aviation militaire : http://www.bombardier.com/index.jsp?id=3_0&lang=fr&file=/fr/3_0/3_4/3_4.html

Défense et sécurité. [Québec, forteresse de la défense et de la sécurité](#)

Le 425e Escadron tactique de chasse de Bagotville : http://www.airforce.forces.gc.ca/3wing/squadron/425_f.asp

[FIGHT WITH THE CANADIAN FORCES:](#)

[General Dynamics OTS-Canada](#)

[Portefeuille de la Défense](#)

Porte feuille de la Défense. [Installations](#): SNC Lavallin.



Jules Dufour, Ph.D., est Professeur émérite à l'Université du Québec à Chicoutimi, Président de l'Association canadienne pour les Nations Unies (ACNU) /Section Saguenay-Lac-Saint-Jean, Membre du cercle universel des Ambassadeurs de la Paix, Membre chevalier de l'Ordre national du Québec. Président du comité de coordination du Parc marin du Saguenay-Saint-Laurent et membre de la Commission des Aires protégées de l'Union mondiale de la nature (UICN).

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Prof. Jules Dufour](#), Mondialisation.ca, 2008

Articles Par : [Prof. Jules Dufour](#)

A propos :

Jules Dufour, Ph.D., C.Q., géographe et professeur émérite. Chercheur-associé au Centre de recherche sur la Mondialisation, Montréal, Québec, Canada.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca